
Tendances contemporaines de la famille

**L'ÉTAT ACTUEL DU BUDGET DE LA
FAMILLE CANADIENNE
RAPPORT 2001**

Roger Sauvé, People Patterns Consulting
(mars 2002)



L'Institut Vanier de la famille

*Le présent document a été commandé par l'Institut Vanier de la famille en
guise de contribution au débat et pour servir de ressources en vue de formuler
l'opinion de cet Institut sur les revenus des familles canadiennes.*

À propos de l'auteur...

Roger Sauvé, président de People Patterns Consulting, est l'auteur de *Canadian People Patterns* (1990) et de *Borderlines* (1994). Il a rédigé de nombreux rapports pour des clients sur les tendances sociales, économiques et démographiques en plus d'élaborer des prévisions à long terme sur les dépenses des ménages. On peut rejoindre Roger Sauvé par téléphone au 403.938.0071, par télécopieur au 403.938.9271, par courriel à roger@peoplepatternsconsulting.com ou par le biais de son site Web à www.peoplepatternsconsulting.com.



L'Institut Vanier de la famille a été fondé en 1965 sous le patronage de Leurs Excellences le Gouverneur général Georges P. Vanier et madame Pauline Vanier. L'Institut est une organisation bénévole nationale qui se consacre à la promotion du bien-être des familles canadiennes par le biais de la recherche, de publications, de l'éducation du public et de la défense des intérêts des familles. L'Institut collabore régulièrement avec les entreprises, les législateurs, les décisionnaires, les spécialistes de programmes, les chercheurs, les éducateurs, les professionnels des services à la famille, les médias et le grand public.



Tendances contemporaines de la famille est une collection de documents hors série rédigés par d'éminents experts canadiens des études de la famille.

Also available in English

TABLE DES MATIÈRES

Introduction et note technique	3
Faits saillants.....	5
La récession de retour?	7
Le revenu familial atteint un nouveau sommet en 1999 pour la deuxième année consécutive	8
Gains horaires... inchangés pour un temps mais en baisse à l'heure actuelle.....	10
Les individus libres de liens familiaux en meilleure posture que plus tôt dans la décennie avec...107 \$ de plus.....	12
Inégalité accrue pendant les années 1990	13
Les taux de faible revenu se sont améliorés pour la troisième année consécutive	15
Les deuxièmes soutiens économiques réduisent considérablement la pauvreté.....	16
Plus d'éducation, beaucoup moins de pauvreté	17
Les dépenses directes pour la santé affectent le plus les pauvres	18
L'épargne annuelle en chute libre... seuls les deux quintiles supérieurs ont ajouté à leurs épargnes	20
L'endettement s'accroît plus lentement	21
L'endettement se stabilise en tant que pourcentage du revenu après impôt.....	21
Malgré tout... le « fardeau » de la dette est en train de rebondir.....	22
La valeur nette toujours en hausse, mais à un rythme plus lent.....	24
Les personnes âgées connaissent les plus grandes augmentations depuis 1984.....	25
La volatilité du marché boursier met la valeur nette à risque.....	25
Annexe a - revenu moyen des familles et des individus libres de liens familiaux après impôt..	27
Annexe b - familles et individus libres de liens familiaux, à faible revenu (dits pauvres), après impôt	29
Notes en fin de texte	31
Information additionnelle sur les sources utilisées pour les graphiques.....	31

INTRODUCTION ET NOTE TECHNIQUE

Ce troisième rapport annuel fait le point sur le budget des familles et des ménages du Canada. La réaction très positive suscitée par les rapports antérieurs semble indiquer que les particuliers, les familles, les gouvernements, le milieu des affaires, les médias et beaucoup d'autres organisations veulent et ont besoin d'en connaître davantage sur la situation financière des familles canadiennes.

Ce rapport porte essentiellement sur les familles. De nombreux indicateurs permettent de fournir des données jusqu'en 2001. Les plus récentes mesures du revenu familial concernent 1999. De l'information additionnelle, disponible pour le secteur dit « domestique »; a été utilisée pour fournir plusieurs des estimations concernant tous les ménages jusqu'à 2000. Les ménages comprennent tant les familles que les individus libres de liens familiaux. Les ménages familiaux représentent environ les deux tiers de tous les ménages. Dans l'ensemble, les tendances récentes observées dans les ménages donnent une bonne idée de ce qui se passe dans les familles.

Toutes les mesures ont été converties en fonction de la famille ou du ménage. La plupart des estimations sont présentées en dollars constants de 1999, et reflètent par conséquent l'évolution réelle du pouvoir d'achat après inflation sur plusieurs années. L'expression « réel » réfère à ce qui serait arrivé sans inflation. Les mesures incorporent les mises à jour et toute révision récente effectuées par Statistique Canada.

L'analyse couvre principalement les années 1990 de même que les années 2000 et 2001, en particulier les trois dernières années se terminant en 1999 ou 2000, selon la série de données. Les tableaux et les annexes indiquent le changement global sur l'ensemble de la période et pour chacune des trois dernières années. Les cellules ombragées (en gris) mettent en exergue la détérioration ou les baisses survenues chez certains indicateurs. Les lecteurs devraient examiner les deux tableaux en annexe pour avoir un aperçu plus détaillé des changements vécus par différents genres de famille et de ménage.

Des détails additionnels sur les sources de données pour les graphiques 1 à 18 se trouvent à la fin du rapport.

Les opinions exprimées dans le présent rapport n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut Vanier de la famille. L'auteur assume la responsabilité de toute erreur ou omission. On peut rejoindre Roger Sauvé par téléphone au 403.938.0071, par télécopieur au 403.938.9271, par courriel à roger@peoplepatternsconsulting.com ou par le biais de son site Web à www.peoplepatternsconsulting.com.

FAITS SAILLANTS

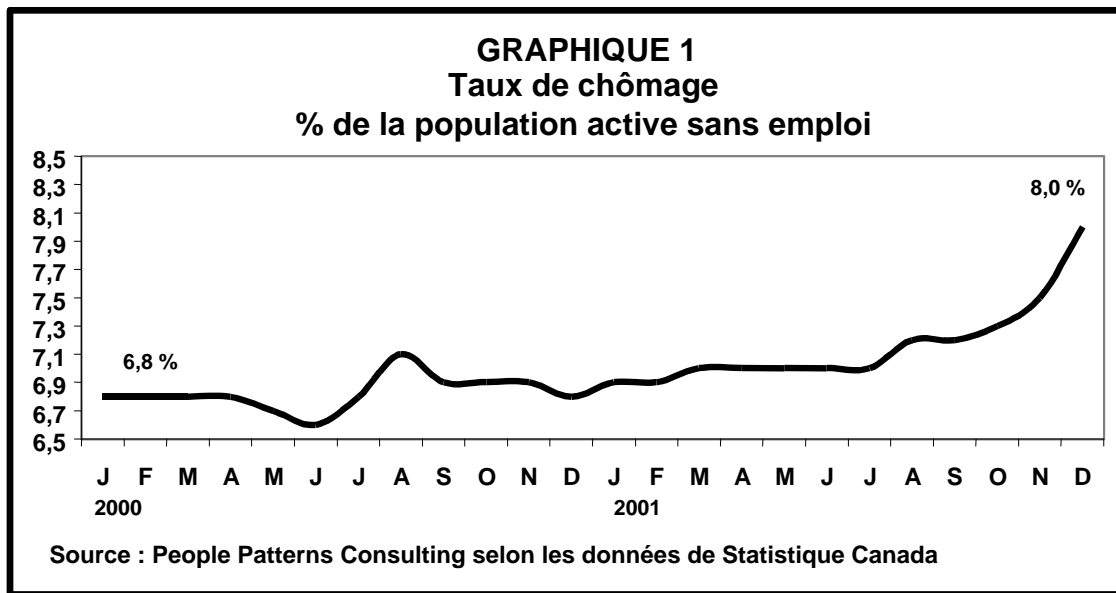
- **DÉGRINGOLADE DE L'ÉPARGNE ANNUELLE** – Il y a eu un déclin inquiétant dans l'épargne annuelle. En 1990, les ménages canadiens ont épargné environ 6 300 \$ en moyenne, y compris les paiements aux régimes de retraite d'État; en 2001, l'épargne avait fondu à seulement 1 700 \$, soit le quart de l'épargne annuelle de 1990.
- **ON DIRAIT BIEN UNE RÉCESSION** – À la fin de 2001, il était clair que l'économie ralentissait depuis plusieurs mois... et l'attaque terroriste du 11 septembre et ses contrecoups ont empiré la situation. L'économie a créé très peu d'emplois depuis janvier 2001 et le nombre d'heures travaillées par semaine diminuait. Les perspectives à court terme ne sont pas prometteuses, car le nombre d'offres d'emploi a chuté de plus d'un cinquième au cours de la dernière année. Le ralentissement économique se fait sentir dans les ménages par une nouvelle hausse des faillites personnelles.
- **EN 1999, LE REVENU FAMILIAL A ATTEINT UN NOUVEAU SOMMET POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE** – Avant le dernier ralentissement économique, le revenu familial après impôt et paiements de transfert a progressé de 1,8 % en 1999 (la plus récente année disponible). Cette augmentation, plus faible que pour les deux années précédentes, a cependant hissé les revenus à des niveaux sans précédent pour une deuxième année consécutive. Le record précédent avait été établi en 1989.
- **LES GAINS DE REVENUS MARCHANDS POURRAIENT AVOIR STAGNÉ EN 2001** – Les premiers indices concernant le salaire horaire moyen et le nombre d'heures travaillées semblent indiquer que le revenu familial moyen pourrait avoir connu une faible hausse en 2000, restera vraisemblablement inchangée pour 2001.
- **ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS PENDANT LES ANNÉES 1990** – Pour les familles du quintile inférieur, la part du « camembert du revenu familial » après impôt est passée de 7,6 % à 7,4 % entre 1990 et 1999, tandis que la portion des familles du quintile supérieur a enregistré une hausse, passant de 36,7 % en 1990 à 38,3 % au cours de la même période. La reprise économique a profité aux membres des cinq principales catégories de revenu, mais plus particulièrement aux riches.

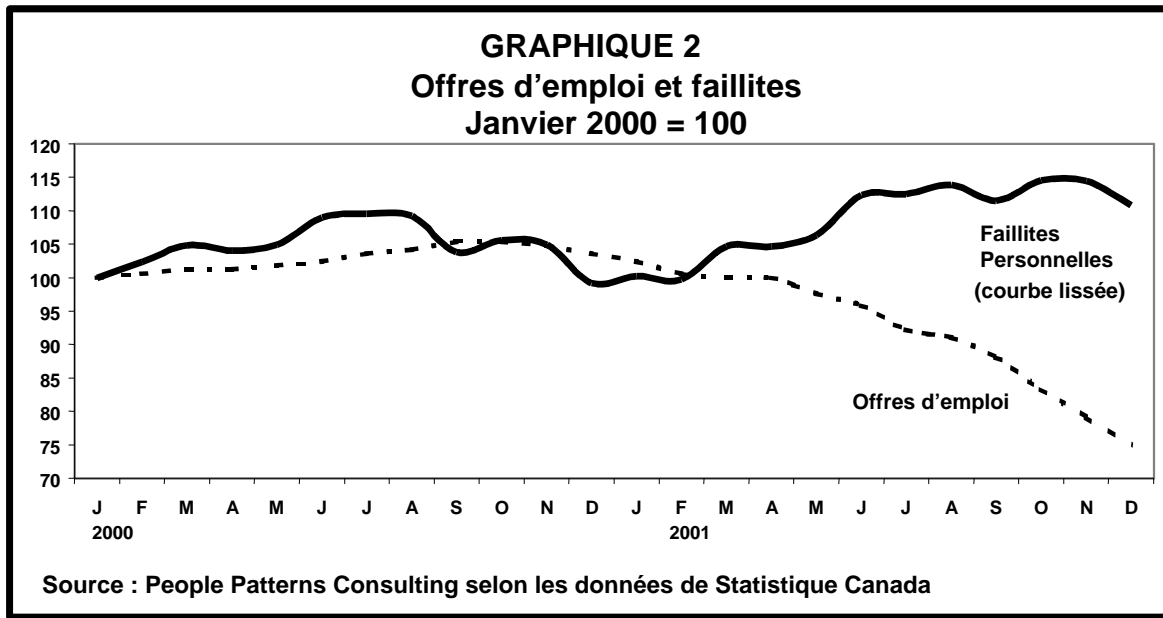
- **LES DÉPENSES DIRECTES POUR LA SANTÉ FONT PLUS MAL AUX MÉNAGES DU QUINTILE INFÉRIEUR** – Les dépenses engagées pour les soins de santé ont bondi de 25 % pendant la décennie. Une enquête détaillée révèle que les ménages du quintile inférieur ont consacré 3,5 % de leurs dépenses totales aux soins de santé, soit plus du double du montant consacré par les ménages du quintile supérieur.
- **LA VOLATILITÉ DU MARCHÉ BOURSIER MET LA VALEUR NETTE À RISQUE** – Dans l'ensemble, l'amélioration de la valeur nette moyenne au cours de la décennie est attribuable à l'appréciation des actions et des pensions. Si la valeur de ces actions et des pensions reste stable ou augmente, les ratios d'endettement auront tendance à se maintenir aux niveaux actuels. Par contre, tout effondrement du marché boursier entraînerait dans sa chute la valeur de ces actions et pensions. À la fin de janvier 2002, la valeur des actions, mesurée selon l'indice de rendement du TSE 300, avait baissé d'environ 20 % par rapport à l'année précédente.

LA RÉCESSION DE RETOUR?

À la fin de 2001, il était clair que l'économie ralentissait depuis plusieurs mois... et les attaques terroristes du 11 septembre et ses contrecoups ont empiré la situation. Le taux de chômage avait atteint 6,6 % à la mi-2000, son niveau le plus bas en 25 ans. Cependant, il a alors commencé à augmenter, s'établissant à 7 % à la mi-2001 avant d'atteindre 7,5 % en novembre. L'économie a créé très peu d'emplois depuis janvier 2001. Le nombre d'heures travaillées moyen a aussi diminué.

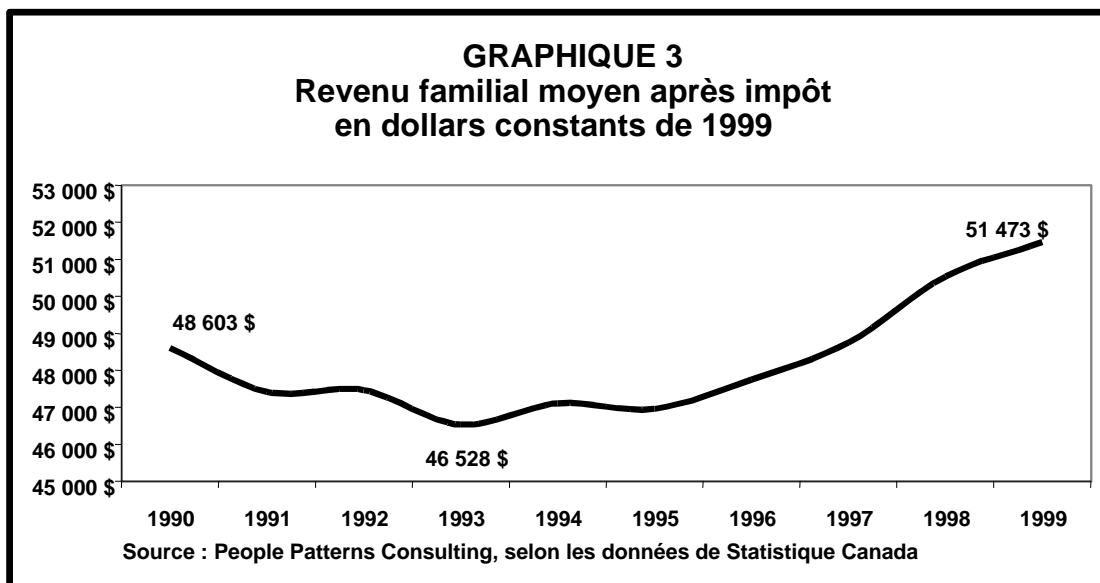
Les perspectives à court terme ne semblent pas prometteuses car l'indice des offres d'emploi a chuté de plus de 25 % au cours de la dernière année. Le ralentissement économique se fait sentir dans les ménages par une nouvelle hausse des faillites personnelles. Un grand nombre de ménages et de familles doivent vraiment se sentir en récession!





LE REVENU FAMILIAL ATTEINT UN NOUVEAU SOMMET EN 1999 POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Le revenu familial moyen après impôt et les paiements de transfert a progressé de 1,8 % en 1999 (les plus récentes données disponibles). L'augmentation a été plus faible que pour les deux années précédentes et a poussé les revenus à des niveaux sans précédent pour une deuxième année consécutive. Le record précédent remonte à 1989.



L'état actuel du budget de la famille canadienne – Rapport 2001

Les revenus marchands (emploi, travail autonome, investissements et épargne privée de retraite, etc.) ont progressé de 1,4 % en 1999, mais il s'agit d'une augmentation beaucoup plus faible que l'impressionnant bond de 4,7 % enregistré en 1998.

Les transferts publics (assurance-emploi, prestations fiscales pour enfants, RPC/RRQ, Sécurité de la vieillesse, etc.) aux familles ont fléchi pour une troisième année consécutive.

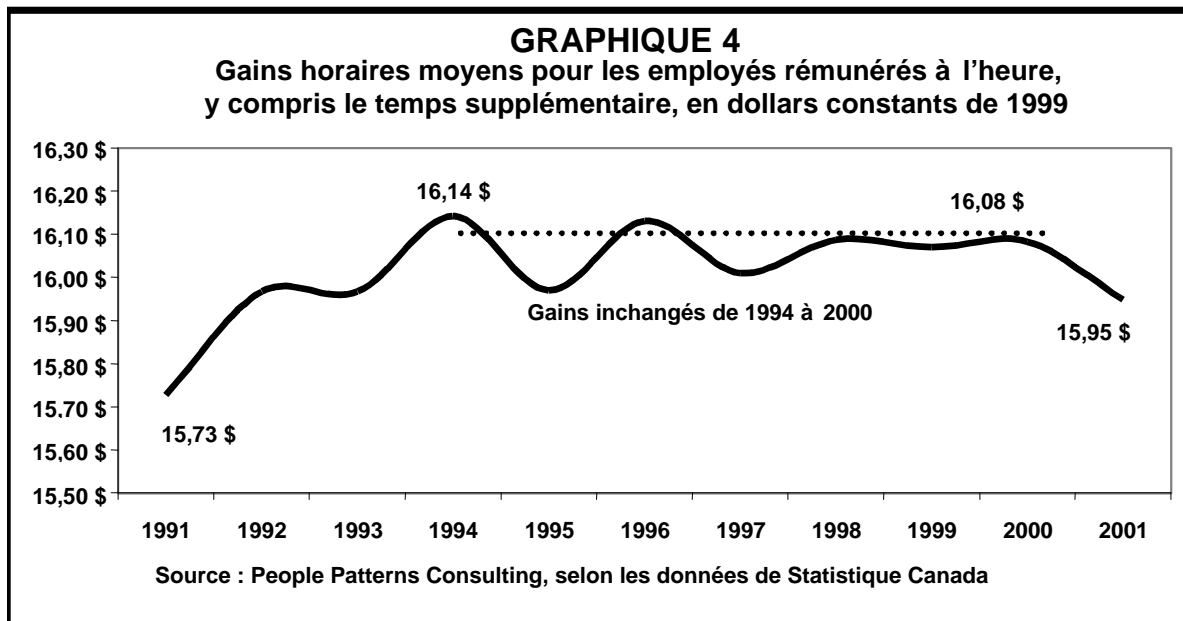
Les impôts moyens payés par chaque famille ont reculé de 2,9 % par rapport à leur sommet de tous les temps, atteint en 1998. La baisse moyenne de 363 \$ enregistrée en 1999 a suivi d'autres réductions de l'impôt survenues plus tôt dans la décennie. Les impôts moyens avaient diminué de plus de 900 \$ pendant la récession du début des années 1990.

TABLEAU 1 Déterminants du revenu familial moyen						
(les cellules ombragées indiquent les périodes où les revenus ou les paiements de transfert ont diminué)						
	Perspective à long terme		<i>Perspective à court terme (3 ans)</i>			
	Revenu en \$ de 1999		% du changement pour certaines périodes			
	1990	1999	99/90	97/96	98/97	99/98
Revenus marchands (gains, etc.)	54 178 \$	56 998 \$	5,2	2,8	4,7	1,4
PLUS paiements de transfert de l'État aux familles	6 411 \$	6 820 \$	6,4	-2,3	-0,4	-3,4
ÉGALE revenu en argent total	60 589 \$	63 818 \$	5,3	2,2	4,1	0,9
MOINS impôt sur le revenu	11 986 \$	12 345 \$	3,0	2,8	5,7	-2,9
ÉGALE revenu après impôt	48 603 \$	51 473 \$	5,9	2,1	3,7	1,8

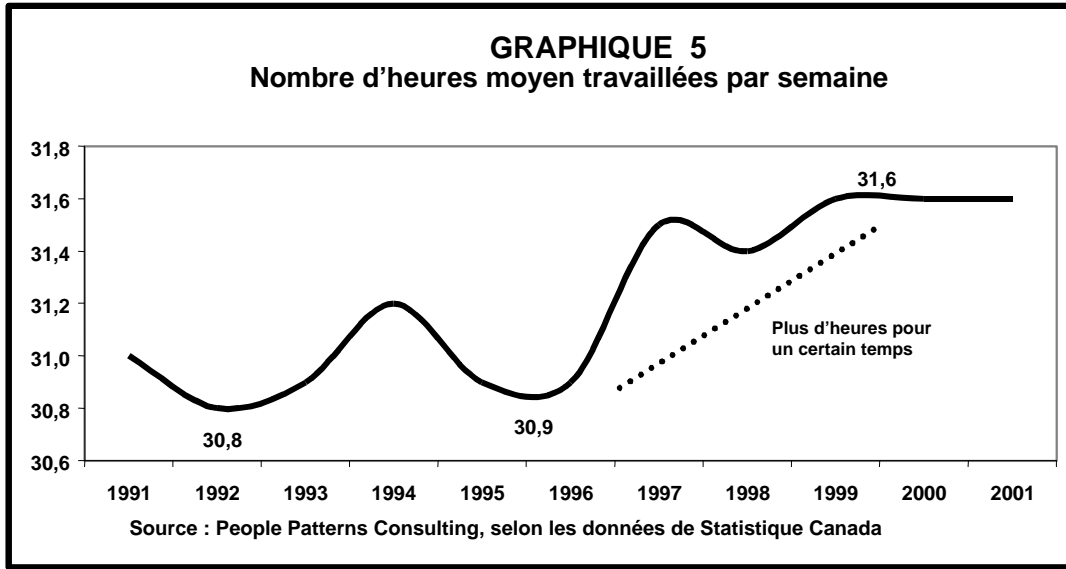
Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, *Le revenu au Canada*, 1999

GAINS HORAIRES... INCHANGÉS POUR UN TEMPS MAIS EN BAISSSE À L'HEURE ACTUELLE

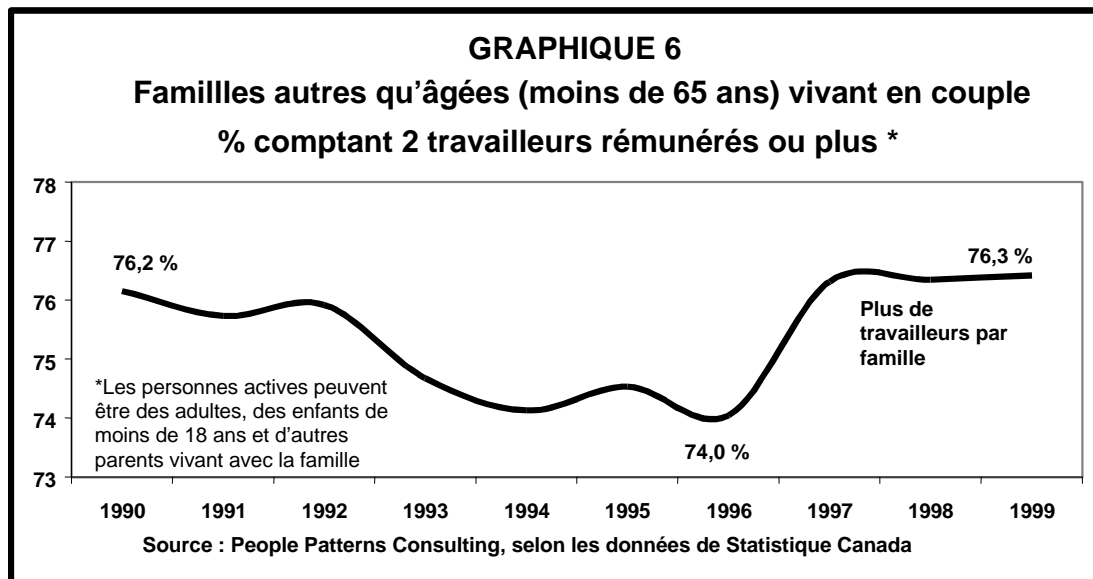
Le salaire horaire moyen, après ajustement pour l'inflation, a augmenté après la récession du début des années 1990. Le salaire horaire moyen a stagné entre 1994 et 2000, puis a commencé à baisser encore en 2001. Même si les prix des biens et services n'ont que lentement augmenté pendant la deuxième moitié de la décennie, ils ont complètement effacé les très maigres gains salariaux provenant des revenus marchands.



Le nombre d'heures travaillées par semaine s'est accru pendant la deuxième moitié de la décennie. En 1999 et en 2000, les travailleurs ont consacré 31,6 heures en moyenne au travail rémunéré par rapport à 30,8 heures au creux de la récession en 1991. Le nombre d'heures moyen travaillées a diminué pendant les neuf premiers mois de 2001.



Comme l'indique le Tableau 1, le revenu familial moyen a augmenté dans la deuxième moitié des années 1990 en raison de l'accroissement des revenus marchands. Cette progression est en partie attribuable à la proportion accrue des familles à soutiens économiques multiples. En 1996, environ 74 % des familles autres qu'âgées (moins de 65 ans) avaient deux soutiens économiques ou plus. On a enregistré une hausse marquée à plus de 76 % en 1997, une tendance qui s'est maintenue jusqu'en 1999. Il semble que l'économie plus vigoureuse - qui a fourni plus d'emplois - et les gains horaires stagnants ont attiré plus de conjoints, conjointes, jeunes et autres membres de la parenté (toute personne de plus de 18 ans vivant dans le même ménage) dans la main-d'oeuvre. Si le ralentissement économique se poursuit, le nombre de familles à soutiens économiques multiples pourrait encore une fois se replier.



LES GAINS DE REVENUS MARCHANDS PEUVENT-ÊTRE INEXISTANTS EN 2001

Les premiers indices liés aux gains horaires moyens et au nombre d'heures travaillées semblent indiquer que le revenu familial moyen a très peu progressé en 2000, restera vraisemblablement inchangée pour 2001.

EN 1999, LES GAINS DE REVENU ONT LAISSÉ DES FAMILLES POUR COMPTE

L'Annexe A donne plus d'information sur les revenus après impôt pour certains genres de famille. Les sections ombragées indiquent une baisse de revenu. L'avant-dernière colonne de l'Annexe A, qui résume les changements survenus entre 1997 et 1998, ne possède que deux cellules ombragées, ce qui révèle des améliorations généralisées cette année-là. Les cellules ombragées sont encore rares dans la dernière colonne qui décrit ce qui s'est passé entre 1998 et 1999, mais quelques autres ont tout de même apparus.

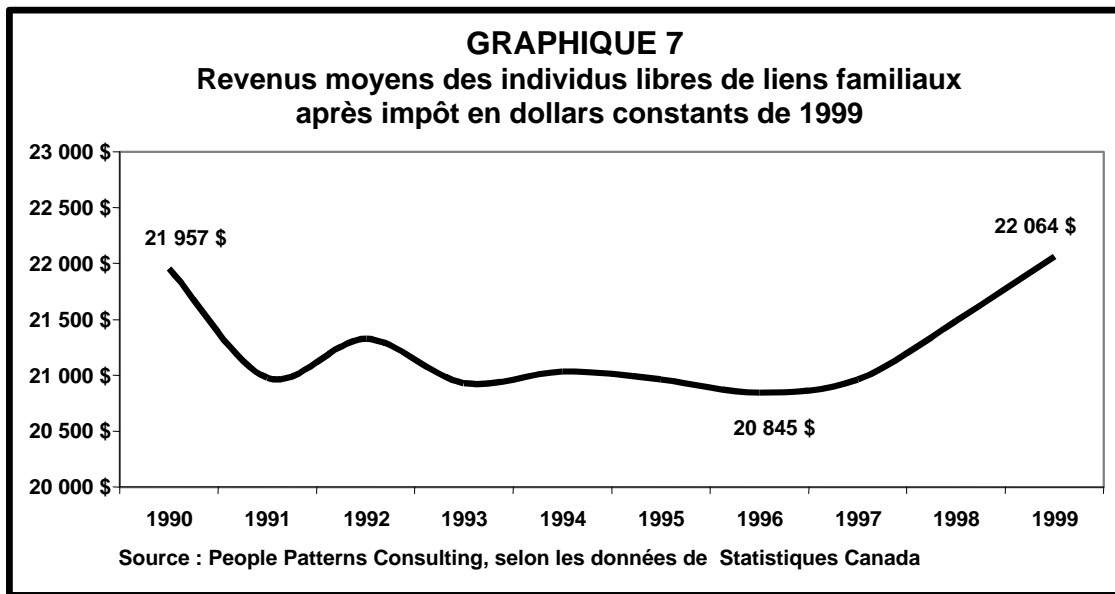
Les genres de famille qui ont connu les plus fortes hausses dans le revenu après impôt en 1999 ont été les ménages formés de personnes âgées mariées (+7,2 %), les familles du quintile inférieur (+5,2 %) et les familles de Terre-Neuve (+4,3 %). En 1999, des baisses relativement faibles dans le revenu après impôt ont été enregistrées chez les couples mariés sans enfants (-1,5 %), les familles monoparentales dirigées par une femme (-0,6 %) et les familles vivant en Alberta (-0,3 %), en Colombie-Britannique (-1,1 %) et au Manitoba (-1,2 %).

LES INDIVIDUS LIBRES DE LIENS FAMILIAUX EN MEILLEURE POSTURE QUE PLUS TÔT DANS LA DÉCENNIE AVEC...107 \$ DE PLUS

Il a fallu un an de plus que pour les familles, mais le revenu moyen après impôt des individus libres de liens familiaux a dépassé le record établi en 1990. Quoiqu'il en soit, le nouveau record pour 1999 n'était que de 0,6 % plus élevé que celui de 1990, soit une hausse de 107 \$. Le revenu moyen pour ce groupe était descendu en-deçà de 21 000 \$ en 1996.

En 1999, le revenu des femmes et des hommes de moins de 65 ans a considérablement progressé pour la deuxième année consécutive, soit de 5,9 % et de 2,3 % respectivement. Par contraste, les femmes et les hommes âgés ont subi de légères baisses de revenu respectivement de 0,2 % et 0,7 %. (Voir Annexe A).

Pour l'ensemble de la décennie, les hommes âgés ont enregistré des augmentations de plus de 10 % par rapport à 3,5 % pour les femmes âgées. Les hommes autres qu'âgés ont subi des baisses de revenu (-2 %) au cours de la décennie, tandis que le revenu des femmes autres qu'âgées s'est maintenu avec difficulté.



INÉGALITÉ ACCRUE PENDANT LES ANNÉES 1990

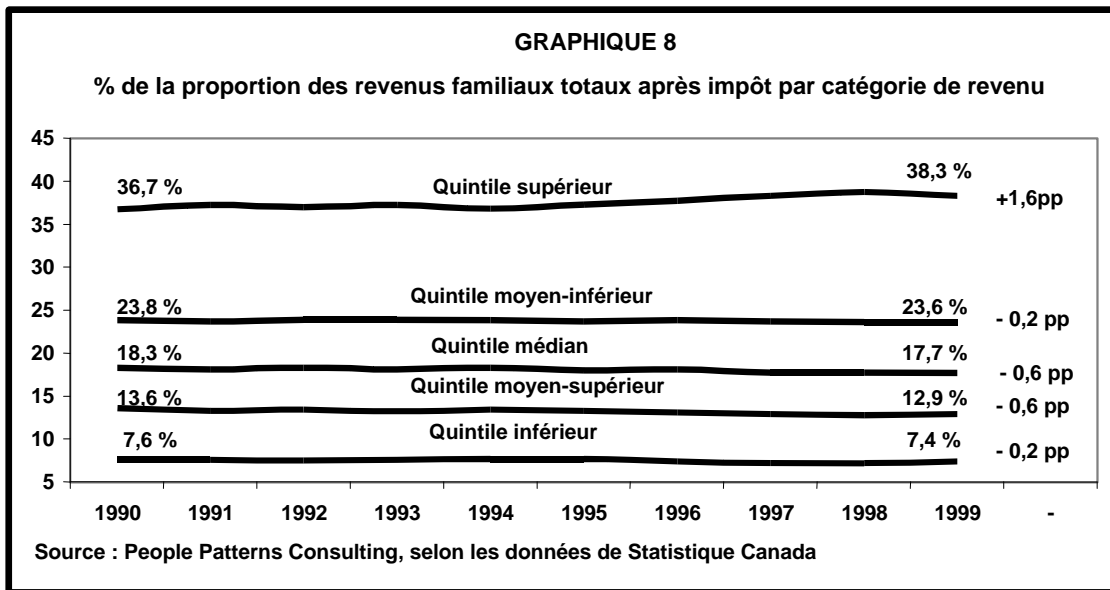
La façon la plus simple d'examiner la répartition du revenu dans la société est de diviser les familles en cinq catégories égales, des plus pauvres aux plus riches. (Voir Annexe A)

Il y a de bonnes nouvelles à court terme pour toutes les catégories de famille... chacune des cinq catégories a vu ses revenus progresser en 1998 et en 1999. En 1997, quatre des cinq groupes ont eu de meilleurs revenus, seul le quintile inférieur faisait exception.

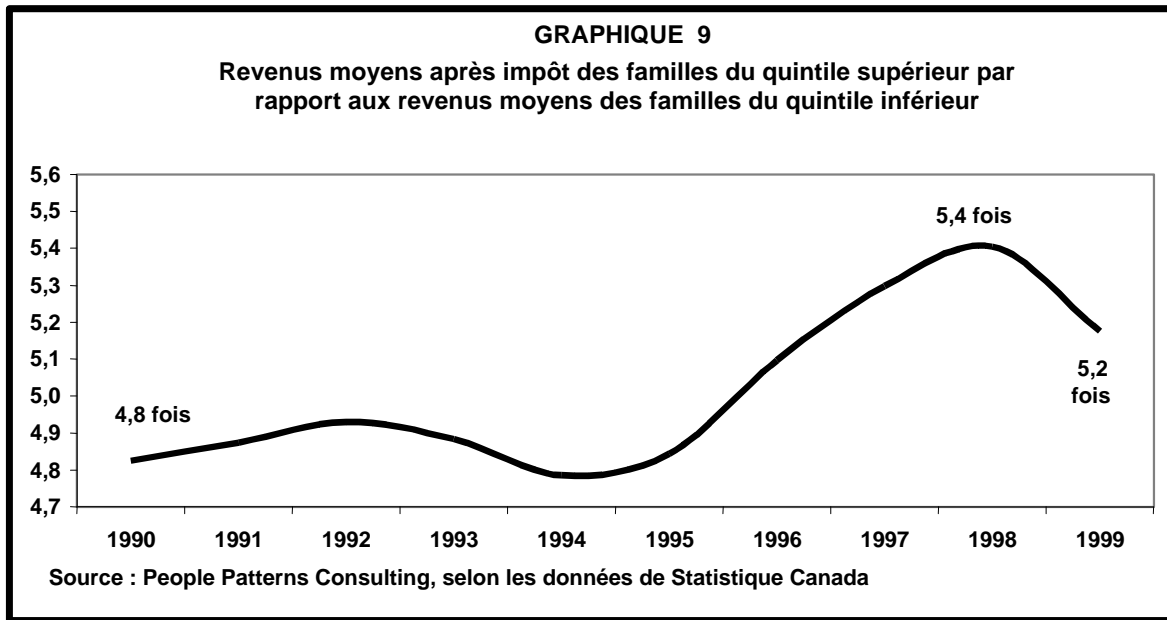
Il y a aussi de bonnes nouvelles à long terme pour toutes les catégories de famille... le revenu familial moyen pour l'ensemble des cinq catégories de famille était plus élevé en 1999 qu'en 1990. Au cours de la décennie, les familles du quintile supérieur ont connu les plus fortes hausses (+10,6 %), tandis que les 60 % des familles formant les quintiles inférieurs ont connu les gains les plus faibles.

En 1999, les familles du quintile inférieur avaient un revenu moyen après impôt de 19 056 \$, par rapport à une moyenne de 98 657 \$ pour les familles du quintile supérieur.

La portion de l'ensemble du « camembert du revenu familial après impôt » des familles du quintile inférieur a diminué, passant de 7,6 % à 7,4 % au cours de la décennie. Par ailleurs, celle des familles du quintile supérieur était de 38,3 % en 1999 par rapport à 36,7 % en 1990. La portion de chacun des trois autres groupes s'est légèrement contractée pendant la décennie.



Entre 1990 et 1995, les familles du quintile supérieur avaient des revenus 4,8 fois plus élevés en moyenne que ceux des familles du quintile inférieur. Ce ratio avait grimpé à 5,4 en 1998 et se chiffrait à 5,2 en 1999. La reprise économique semble avoir profité à toutes les catégories de revenu, mais particulièrement aux riches.



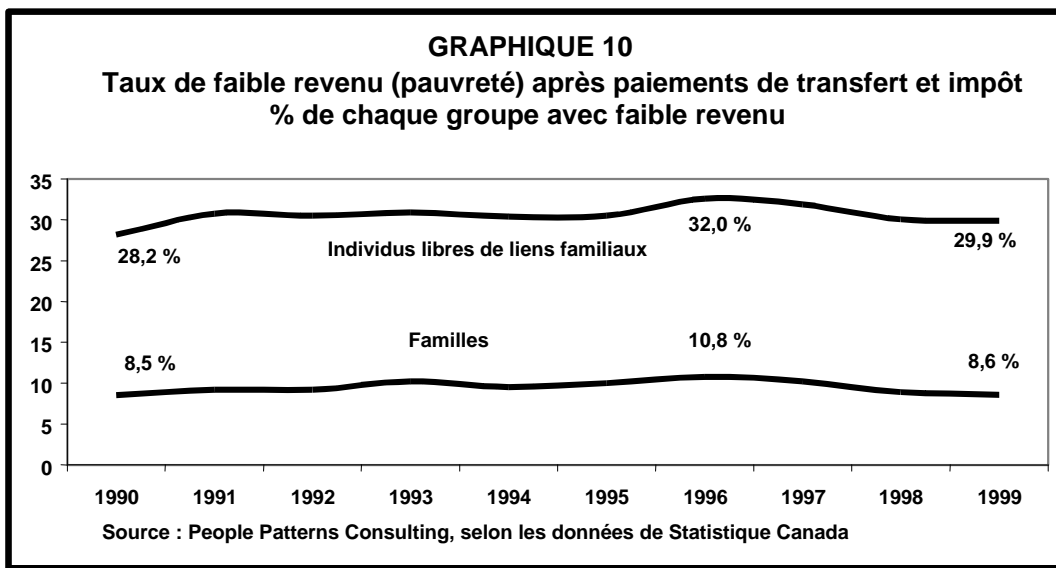
LES TAUX DE FAIBLE REVENU SE SONT AMÉLIORÉS POUR LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Statistique Canada classe une famille comme étant à faible revenu (d'aucuns disent pauvre) si elle consacre 64 % ou plus de son revenu après paiements de transfert et impôt à la nourriture, au logement et aux vêtements. En 1999, une famille de quatre vivant dans un milieu urbain ayant une population de 500 000 ou plus avec un revenu de moins de 28 392 \$ après impôt était classée à faible revenu.

Les taux de faible revenu pour toutes les familles en tant que groupe et tous les individus libres de liens familiaux en tant que groupe ont progressé en 1997, 1998 et 1999. Ce ne fut pas le cas pour tous les sous-groupes. En 1999, la plus grande amélioration a été enregistrée chez les pères seuls (-3,6 points de pourcentage), tandis que la situation s'est empirée le plus pour les femmes

âgées (+2,0 points de pourcentage) et pour les familles de la Colombie-Britannique (+2,6 points de pourcentage).

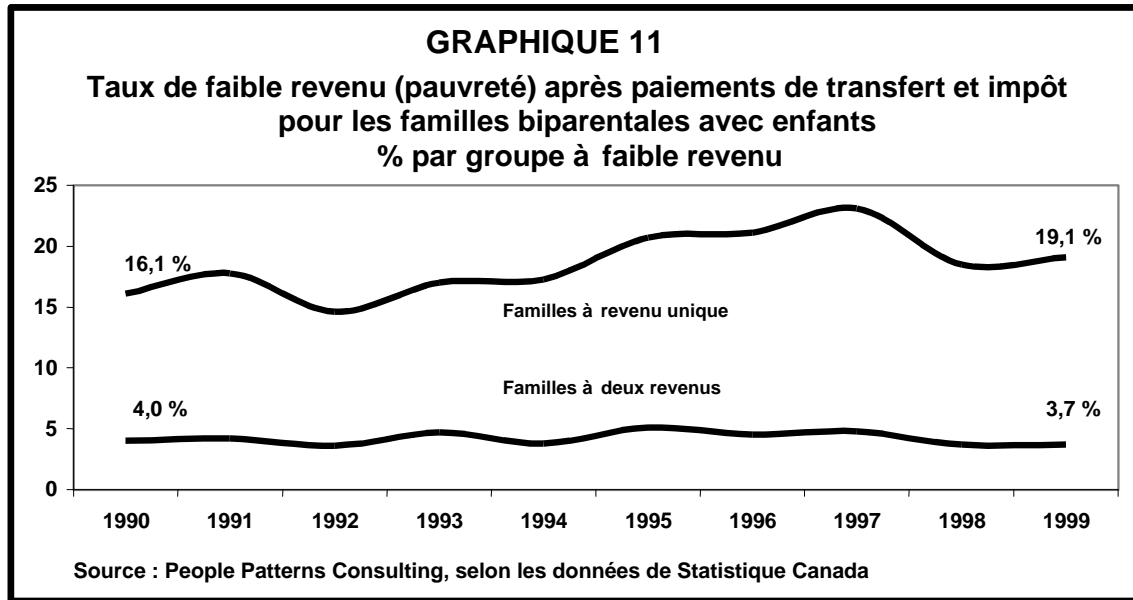
La situation n'est pas prometteuse à plus long terme. Le taux de faible revenu pour l'ensemble des familles se situait à 8,6 % en 1999, soit un peu plus élevé qu'en 1990. Les taux de faible revenu parmi les familles autres qu'âgées, avec ou sans enfants, ont légèrement augmenté au cours de la décennie. Par ailleurs, ces taux ont connu une hausse marquée parmi les individus sans liens familiaux autres qu'âgés pour la période.



LES DEUXIÈMES SOUTIENS ÉCONOMIQUES RÉDUISENT CONSIDÉRABLEMENT LA PAUVRETÉ

En 1999, un couple autre qu'âgé avec enfants et un soutien économique gagnait environ 43 000 \$ après impôt. Une famille à deux soutiens économiques avec enfants avait tout juste un peu plus de 58 000 \$ après impôt. Le taux de faible revenu parmi le premier groupe de familles avec un soutien économique était de 19,1 % par rapport à seulement 2,7 % pour les familles à deux revenus avec enfants. La différence de revenu entre les familles sans enfants, à revenu unique ou double, était d'environ 15 000 \$. Les taux de faible revenu de ces couples étaient de 8,7 % et 1,9 % respectivement.

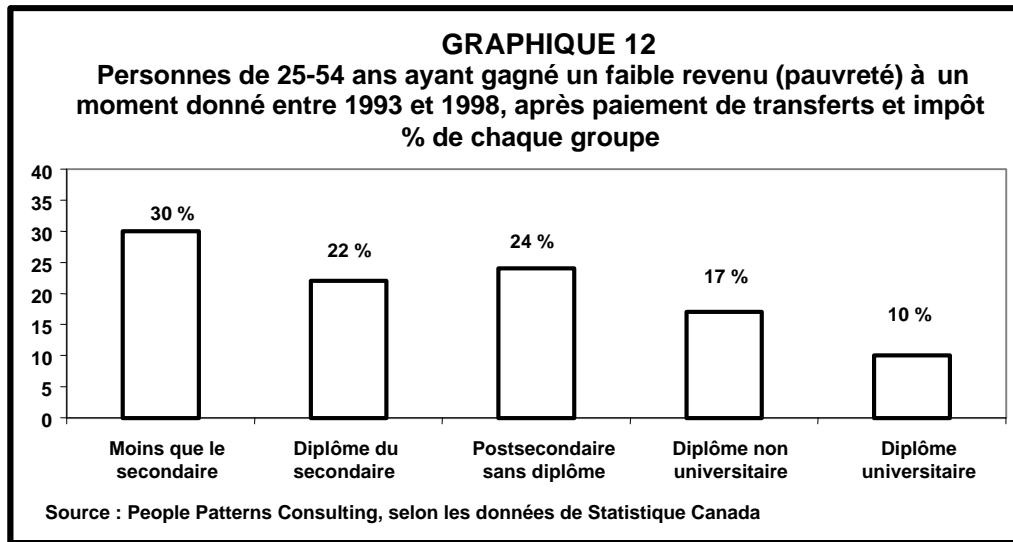
Au cours de la période couvrant 1990 à 1999, le taux de faible revenu a progressé parmi les familles à revenu unique, avec ou sans enfants, tandis qu'il a diminué parmi les familles à deux revenus.



PLUS D'ÉDUCATION, BEAUCOUP MOINS DE PAUVRETÉ

La mesure typique concernant le faible revenu est axée sur une seule année. Une méthodologie différente nous permet de mesurer le nombre de personnes qui ont eu de faibles revenus sur une plus longue période de temps.

Dans la cohorte des 25 à 54 ans, environ 20 % ont eu un faible revenu au cours d'une année au moins entre 1993 et 1998. Autour de 30 % des personnes de ce groupe d'âge n'ayant pas terminé le secondaire ont gagné de faibles revenus pendant cette période, soit un taux trois fois plus élevé que les personnes possédant un diplôme universitaire. Dans une large mesure, l'éducation détermine les personnes les plus vulnérables à la pauvreté.



LES DÉPENSES DIRECTES POUR LA SANTÉ AFFECTENT LE PLUS LES PAUVRES

Les dépenses totales par ménages, après avoir tenu compte de l'inflation, ont augmenté de 2,9 % en 2000. Il s'agissait de la huitième augmentation annuelle consécutive depuis le plancher atteint en 1992 au chapitre des dépenses du ménage. Les dépenses avaient augmenté de près de 11 % par rapport à 1990 et la hausse était considérablement au-dessus de la progression des salaires tant chez les familles que les individus libres de liens familiaux.

Comme ce fut le cas au cours des dernières années, les dépenses qui ont augmenté le plus rapidement étaient liées aux loisirs, au divertissement, à l'éducation ainsi qu'aux biens et services de nature culturelle (+6,2 %). Cette catégorie a enregistré des augmentations très considérables – près de 44 % - entre 1990 et 2000.

Les dépenses consacrées aux vêtements et aux chaussures ont bondi de 4 % en 2000, mais malgré cela, les dépenses par ménage sont demeurées en dessous des niveaux de 1990. En 2000, de fortes hausses ont aussi été enregistrées pour l'achat de mobilier, d'articles d'ameublement et d'équipement (+3,7 %) ainsi que pour le transport et les communications (+3,2 %).

Les dépenses directes par ménages pour les soins médicaux et les services de santé ont augmenté moins rapidement qu'au cours des années antérieures, mais ont quand même connu une hausse

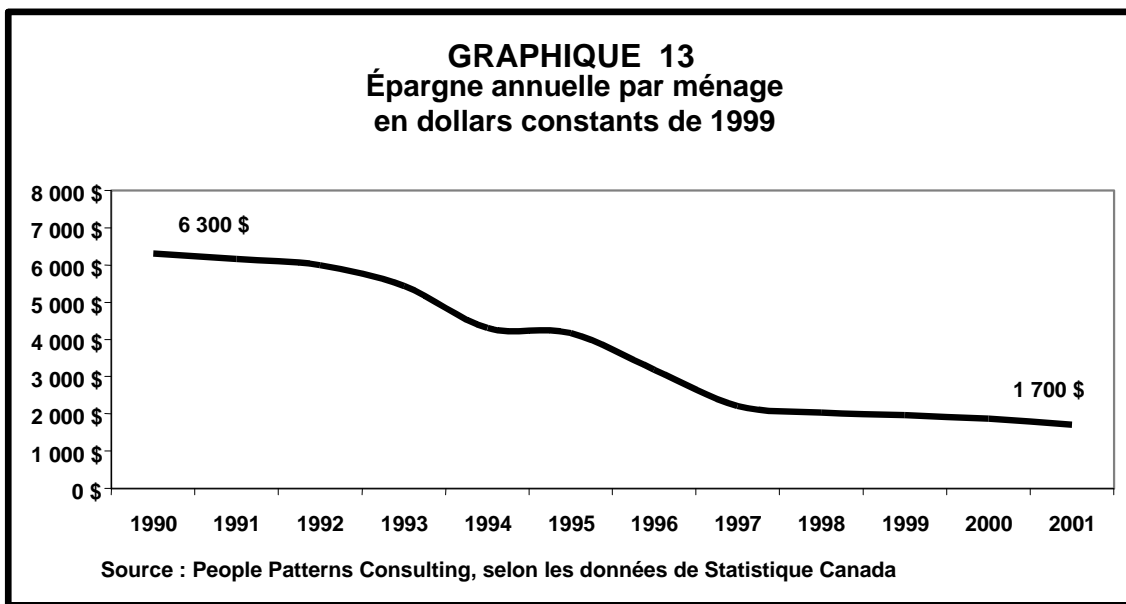
L'état actuel du budget de la famille canadienne – Rapport 2001

de 1 % entre 1999 et 2000. Les dépenses directes dans cette catégorie ont augmenté du quart pendant la décennie pour la famille moyenne. Selon une enquête détaillée¹ couvrant 1999, les ménages du quintile inférieur ont consacré 3,5 % de leurs dépenses totales aux soins de santé, soit plus du double de ce que les familles du quintile supérieur leur ont consacré (1,7 %). Seulement le quart des ménages du quintile inférieur ont acheté des services dentaires par rapport à environ les deux tiers des ménages du quintile supérieur. Seulement le quart des ménages du quintile inférieur ont acheté de la lunetterie prescrite par rapport à plus de la moitié des ménages du quintile supérieur.

TABLEAU 2 Dépenses moyennes par ménage						
Les ménages comprennent les familles et les individus libres de liens familiaux						
(les cellules ombragées représentent les périodes de contraction des dépenses)						
	Perspective à long terme		Perspective à court terme			
			(3 ans)			
	Dépenses en \$ de 1999		% du changement pendant certaines périodes			
	1990	2000	99/89	98/97	99/98	00/99
DÉPENSES TOTALES	40 879 \$	45 333 \$	10,9	1,4	2,4	2,9
Principales catégories (excluant les articles résiduels)						
Nourriture, boissons et produits du tabac	6 287 \$	6, 294 \$	0,1	0,6	1,1	1,7
Vêtements et chaussures	2 368 \$	2 338 \$	-1,3	2,8	1,8	4,0
Loyer brut, combustible et électricité	9 477 \$	10 387 \$	9,6	0,0	1,5	1,5
Mobilier, articles d'ameublement, équipement et fonctionnement	3 632 \$	3 818 \$	5,1	2,8	2,3	3,7
Soins médicaux et services de santé	1 609 \$	2 001 \$	24,2	1,8	1,2	1,0
Transport et communication	6 348 \$	7 296 \$	14,9	1,6	4,2	3,2
Loisirs, divertissement, éduc., culture	3 684 \$	5,300 \$	43,9	6,3	5,9	6,2
Biens et services personnels	6 916 \$	8 183 \$	18,3	2,6	1,7	2,7
Source: People Patterns Consulting, fondé sur <i>Comptes économiques et financiers nationaux</i> Statistique Canada						

L'ÉPARGNE ANNUELLE EN CHUTE LIBRE... SEULS LES DEUX QUINTILES SUPÉRIEURS ONT AJOUTÉ À LEURS ÉPARGNES

Les ménages canadiens ont de la difficulté à épargner pour les temps difficiles ou la retraite. Résultat : un dangereux déclin au chapitre de l'épargne annuelle. En 1990, les ménages canadiens ont épargné 6 300 \$ en moyenne, y compris les cotisations aux régimes de retraite gouvernementaux. En 2001, le niveau d'épargne annuelle a fondu à seulement 1 700 \$, soit le quart de la moyenne de 1990. Le pourcentage de l'épargne par rapport au revenu après impôt a chuté, passant de 20 % en 1981 à 13 % en 1990, à 3,9 % en 2000 et à seulement 3,5 % au cours du troisième trimestre de 2001.

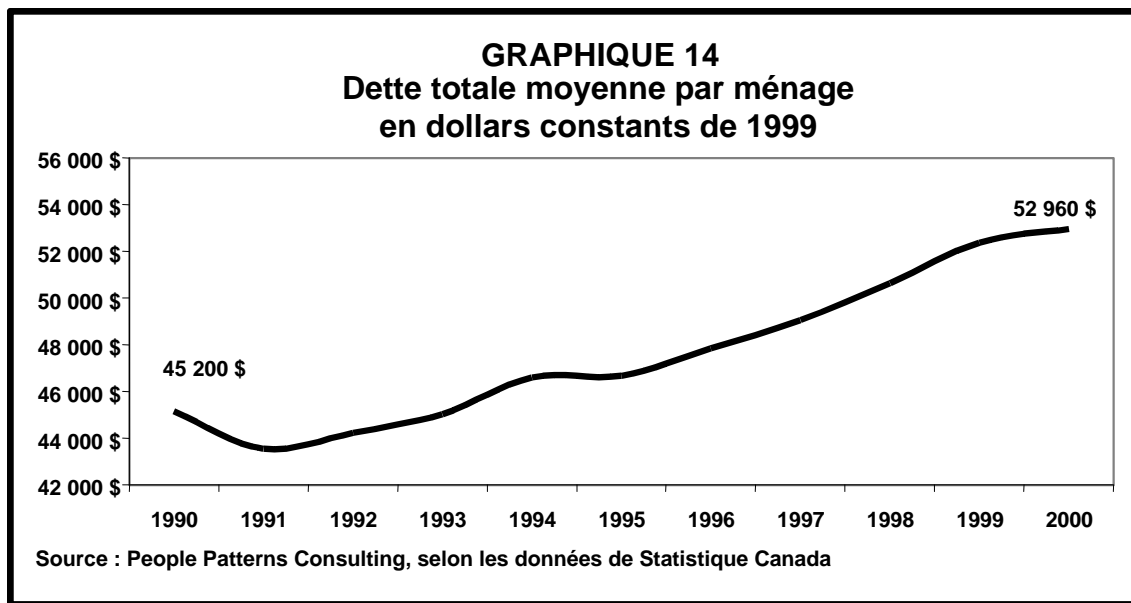


Au regard des estimations issues d'une autre enquête, l'épargne des ménages des trois quintiles inférieurs, y compris, les groupes du quintile inférieur, du quintile moyen-inférieur et du quintile médian, ont tous connu en 1999 des changements négatifs sur les plans des biens, des emprunts et des autres dettes pour un total de quelque (-6,8 \$) milliards. Les ménages du quintile moyen supérieur ont accumulé une augmentation nette de 6,4 \$ milliards, alors que les ménages les plus riches ont ajouté plus de 30 milliards de dollars à leurs épargnes en 1999.²

L'ENDETTEMENT S'ACCROÎT PLUS LENTEMENT

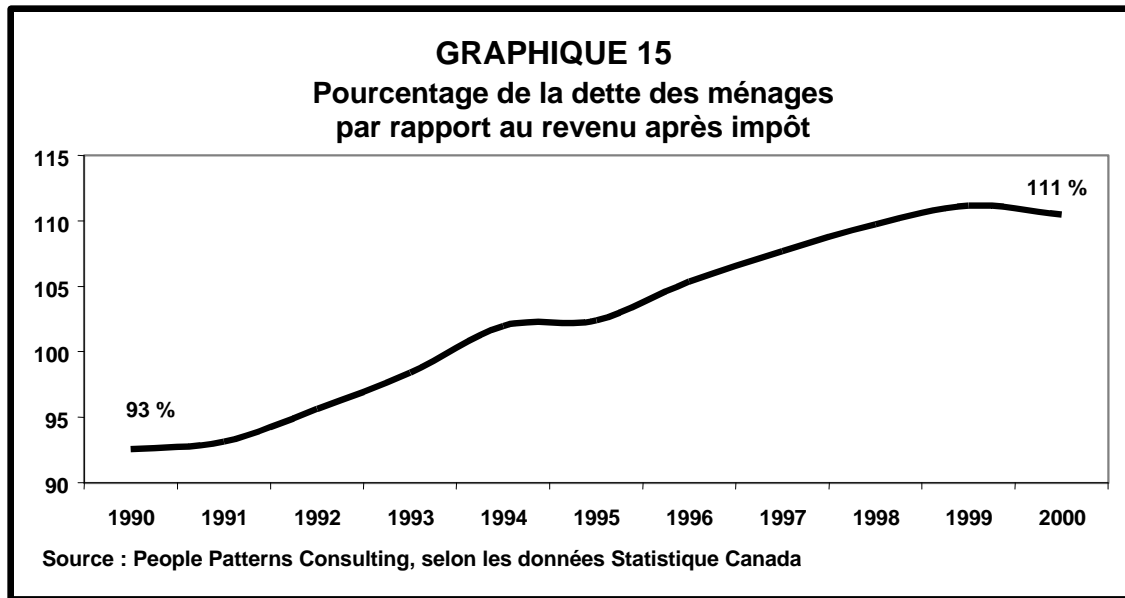
Les ménages canadiens doivent, en moyenne, 52 960 \$ pour l'hypothèque, le crédit à la consommation et « autres dettes » (comme les marges de crédit). (Voir Graphique 14 et Tableau 3). Le niveau d'endettement par ménage a augmenté chaque année depuis lors. L'augmentation de 1 % en 2000 a été la plus faible enregistrée depuis 1995.

De 1990 à 2000, l'endettement total du ménage a bondi de 17,3 %. L'augmentation la plus rapide concernait le crédit à la consommation (+20,4 %), l'hypothèque (+16,9 %) et les « autres dettes » (+13,9 %).



L'ENDETTEMENT SE STABILISE EN TANT QUE POURCENTAGE DU REVENU APRÈS IMPÔT

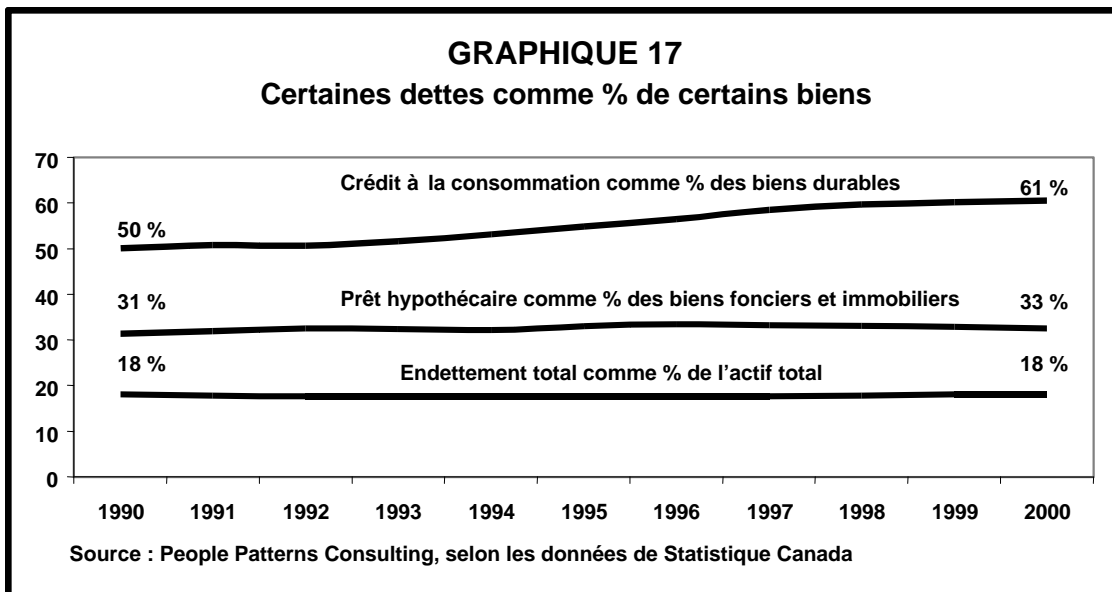
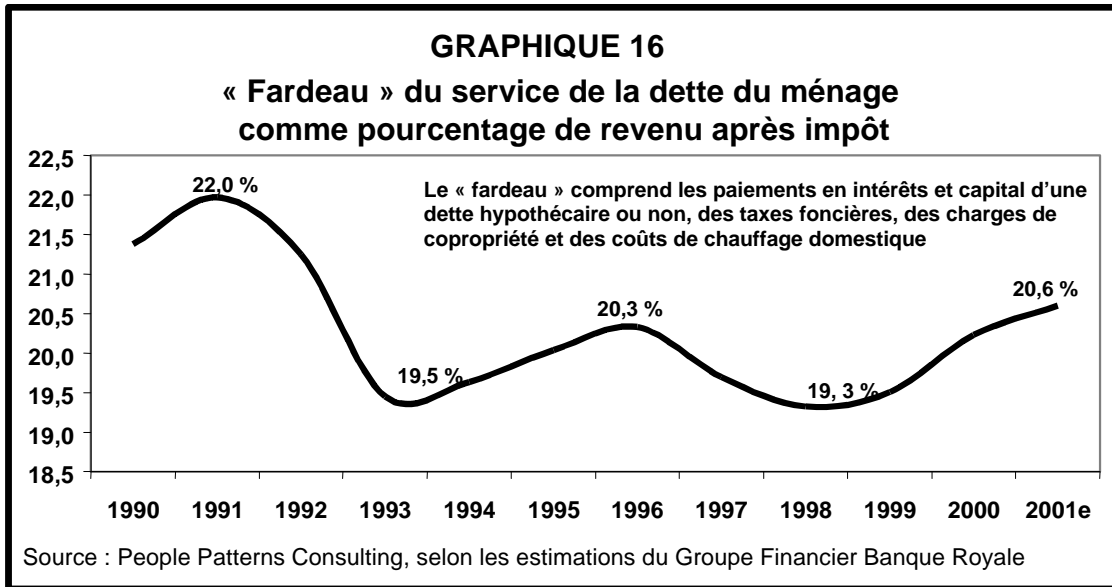
En 1990, le montant total de la dette active équivalait à 93 % du revenu moyen du ménage après impôt (revenu personnel disponible). Ce ratio avait bondi à 111 % en 1999, pour redescendre un tout petit peu en 2000.



MALGRÉ TOUT... LE « FARDEAU » DE LA DETTE EST EN TRAIN DE REBONDIR

Selon un rapport publié récemment par le Groupe Financier Banque Royale³, on peut définir le « fardeau » de la dette comme incluant les paiements en intérêts et capital d'une dette hypothécaire ou non, les taxes foncières, les charges de copropriété ainsi que les coûts du combustible et de l'électricité. Le « fardeau » est exprimé en tant que pourcentage du revenu après impôt. Ce ratio tient compte tant des niveaux d'endettement que du coût du taux d'intérêt de ces dettes.

En 1991, le « fardeau » de la dette a absorbé 22 % des revenus du ménage. Au milieu de 2001, le niveau d'endettement était aussi élevé qu'il l'avait été depuis 1992. Cette augmentation du niveau d'endettement peut expliquer, à tout le moins en partie, pourquoi le taux de faillites personnelles, comme l'indique le Graphique 1, a enregistré une hausse au début de 2001.



LA VALEUR NETTE TOUJOURS EN HAUSSE, MAIS À UN RYTHME PLUS LENT

En 2000, les ménages canadiens avaient en moyenne une valeur (actif moins passif) de 241 340 \$. La hausse de 1 % de la valeur nette entre 1999 et 2000 a été le plus petit gain enregistré depuis 1995. La valeur nette par ménage a progressé chaque année depuis 1992, et en 2000, se situait à 17,7 % au-dessus du niveau de 1990.

La valeur des actifs, de la dette et de la valeur nette ont progressé respectivement d'environ 17 % pour l'ensemble de la période. La croissance la plus rapide parmi les composantes a été l'augmentation de 74 % dans la valeur des titres boursiers et le bond de 53 % dans la valeur de l'assurance-vie et des pensions. Les Obligations d'épargne du Canada (OÉC) est le seul secteur d'investissement qui s'est replié.

TABLEAU 3 Composantes majeures de la valeur nette moyenne par ménage

(les cellules ombragées indiquent les périodes où les indicateurs se sont contractés)

	Perspective à long terme		Perspective à court terme (3 ans)			
	en \$ de 1999		% de changements pendant certaines périodes			
	1990	2000	00/90	98/97	99/98	00/99
PLUS actif total	250 275 \$	294 301 \$	17,6	2,2	2,6	1,0
Actifs financiers	135 132 \$	168 115 \$	24,4	2,2	2,4	0,7
actions	26 368 \$	45 846 \$	73,9	8,9	3,7	1,7
assurance-vie/pensions	43 960 \$	67 370 \$	53,3	4,9	3,2	1,4
OÉC	3 768 \$	1 947 \$	-48,3	-11,6	-5,4	-10,3
Actifs non financiers	115 142 \$	126 185 \$	9,8	2,2	2,9	1,3
biens fonciers et immobiliers	91 894 \$	103 246 \$	12,4	2,3	2,7	1,4
MOINS dette totale	45 155 \$	52 961 \$	17,3	3,3	3,4	1,1
crédit à la consommation	10 328 \$	12 434 \$	20,4	4,9	4,7	1,9
hypothèques	28 756 \$	33 614 \$	16,9	1,9	1,7	0,6
« autres dettes »	6 071 \$	6 913 \$	13,9	7,6	10,1	2,2
ÉGALE valeur nette	205 120 \$	241 340 \$	17,7	2,0	2,4	1,0

Source : People Patterns Consulting, fondé sur *Les comptes du bilan*, Statistique Canada

LES PERSONNES ÂGÉES CONNAISSENT LES PLUS GRANDES AUGMENTATIONS DEPUIS 1984

Une étude réalisée par Statistique Canada fournit des détails supplémentaires sur les changements survenus dans la valeur nette entre 1984 et 1999⁴. L'analyse concerne le « ménage du milieu » ou le ménage « médian » pour être plus technique. L'analyse exclut la valeur des régimes de pension d'employeur. Une collection de courts articles sur ce rapport est disponible sur le site Web de l'Institut Vanier⁵.

Au cours de la période 1984 à 1999 :

- La valeur nette de l'ensemble des ménages en tant que groupe a progressé de 11 % pour l'ensemble de la période.
- La valeur nette s'est accrue le plus rapidement pour les familles monoparentales (+96 %) et pour les personnes âgées (+69 %). Malgré tout, en 1999, la valeur nette des familles monoparentales se chiffrait seulement à 14 600 \$ et celle des personnes âgées à 85 000 \$.
- Les familles formées de couples autres qu'âgés sans enfants ont connu une hausse de 42 % de leur valeur nette par rapport à aucun changement pour les celles formées de couples avec enfants de moins de 18 ans.

LA VOLATILITÉ DU MARCHÉ BOURSIER MET LA VALEUR NETTE À RISQUE

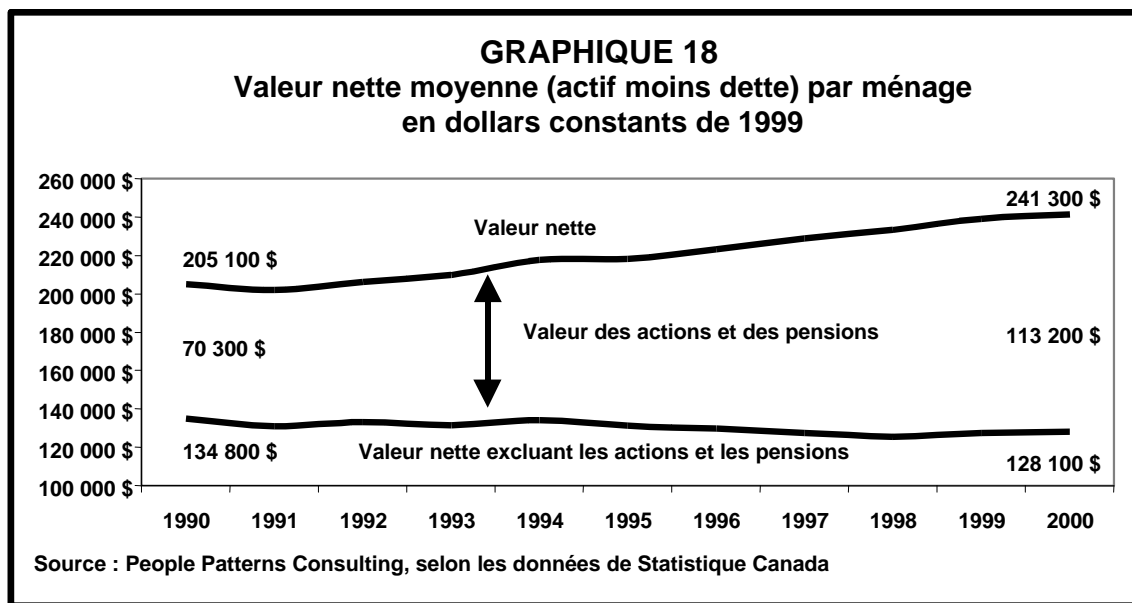
Dans l'ensemble, les ménages canadiens semblent avoir décidé que le moment est venu de cesser d'accroître leur ratio d'endettement (Graphique 17) ou, à tout le moins, qu'il soit en lien à la hausse de leurs revenus (Graphique 15). Bien entendu, cela se produit à un moment où l'endettement est très élevé. Quand on tient compte des taux d'intérêt, la dette réelle en dollars (Graphique 16) a augmenté en 2001.

Beaucoup de familles et d'individus libres de liens familiaux sont à risque dans deux principaux domaines.

Premièrement, l'économie pourrait maintenant être en récession et provoquer des impacts négatifs sur le revenu des ménages. Les Graphiques 1 et 2 révèlent qu'un ralentissement ou même une récession pourrait déjà avoir commencé.

Le deuxième domaine concerne la performance du marché boursier. Le graphique ci-dessous démontre clairement que, en termes généraux, toutes les améliorations dans la valeur nette moyenne survenues au cours de la décennie sont dues à l'augmentation de la valeur des titres boursiers et des pensions. Si la valeur de ces composantes se maintient ou augmente, alors les ratios d'endettement auront tendance à se maintenir à peu près aux niveaux actuels. Cependant, si le marché boursier chute de façon spectaculaire, la valeur de ces actions et pensions diminuera. À la fin de janvier 2002, la valeur des actions, mesurée selon l'indice de rendement du TSE 300, avait baissé d'environ 20 % par rapport à l'année précédente.

Une baisse dans la valeur des actions et de la valeur nette aurait un impact négatif sur la confiance et les dépenses du consommateur. Cette diminution pourrait nuire considérablement à l'ensemble de l'économie et empirer tout repli économique. À l'inverse, un marché boursier haussier appuierait la confiance et les dépenses du consommateur.



ANNEXE A - Revenu moyen des familles et des individus libres de liens familiaux après impôt

(les cellules ombragées indiquent les périodes où les revenus ont diminué)

	<i>Perspectives à long terme</i>		<i>Perspective à court terme (3 ans)</i>			
	Revenu en \$ de 1999		% du changement pendant certaines périodes			
	1990	1999	99/90	97/96	98/97	99/98
Toutes les familles	48 603 \$	51 473 \$	5,9	2,1	3,7	1,8
Familles âgées (65 ans et plus)						
Couples mariés âgés	36 068 \$	38 038 \$	5,5	1,5	-0,2	7,2
Autres familles âgées	47 928 \$	41 930 \$	-12,5	0,2	1,1	1,7
Familles autres qu'âgées (moins de 65 ans)						
Couples mariés sans enfants	46 908 \$	49 912 \$	6,4	3,1	2,9	-1,5
revenu unique	38 999 \$	40 997 \$	5,1	6,4	5,3	-0,3
double revenu	52 019 \$	56 048 \$	7,7	1,1	3,4	-2,1
Couples mariés avec enfants	53 293 \$	57 665 \$	8,2	2,8	4,3	2,7
revenu unique	38 873 \$	42 898 \$	10,4	-3,5	11,7	0,8
double revenu	53 054 \$	58 063 \$	9,4	2,6	3,3	1,8
Mères seules	23 112 \$	24 874 \$	7,6	-0,1	7,0	-0,6
Pères seuls	34 309 \$	37 147 \$	8,3	-1,3	6,9	0,6
Toutes les familles, par catégorie de revenu						
Familles du quintile inférieur	18 488 \$	19 056 \$	3,1	-0,1	2,7	5,2
Familles du quintile médian-inférieur	32 977 \$	33 197 \$	0,7	0,9	2,9	2,6
Familles du quintile médian	44 507 \$	45 652 \$	2,6	0,8	3,0	1,9
Familles du quintile médian-supérieur	57 847 \$	60 805 \$	5,1	1,7	3,2	2,1
Familles du quintile supérieur	89 215 \$	98 657 \$	10,6	3,8	4,7	0,8
Toutes les familles, selon la province						
Terre-Neuve	40 095 \$	40 105 \$	0,0	-0,8	2,6	4,3
Île-du-Prince-Édouard	40 384 \$	43 282 \$	7,2	-0,5	3,5	0,7
Nouvelle-Écosse	43 531 \$	43 749 \$	0,5	0,2	3,1	3,6
Nouveau-Brunswick	41 054 \$	43 146 \$	5,1	-1,8	3,3	3,1
Québec	43 760 \$	44 469 \$	1,6	1,0	2,6	1,7

L'état actuel du budget de la famille canadienne – Rapport 2001

Ontario	53 549 \$	58 517 \$	9,3	2,9	4,6	3,4
Manitoba	44 784 \$	45 603 \$	1,8	1,0	4,3	-1,2
Saskatchewan	41 865 \$	44 755 \$	6,9	2,1	2,4	1,4
Alberta	49 636 \$	53 144 \$	7,1	3,2	3,6	-0,3
Colombie-Britannique	50 844 \$	51 773 \$	1,8	2,0	2,6	-1,1
Individus libres de liens familiaux						
Total	21 957 \$	22 064 \$	0,5	0,6	2,5	2,7
Hommes âgés (65 ans et plus)	20 426 \$	22 577 \$	10,5	1,7	1,4	-0,7
Femmes âgées (65 ans et plus)	17 807 \$	18 427 \$	3,5	0,4	-0,8	-0,2
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	24 947 \$	24 446 \$	-2,0	0,3	4,0	2,3
Femmes autres qu'âgées (moins de 65 ans)	20 988 \$	21 037 \$	0,2	0,8	2,3	5,9
Source : People Patterns Consulting, selon les données de <i>Le revenu au Canada</i> , 1999, Statistique Canada						

ANNEXE B - Familles et individus libres de liens familiaux, à faible revenu (dits pauvres), après impôt

(les cellules ombragées indiquent les périodes où les revenus ont diminué)

	<i>Perspective à long terme</i>		<i>Perspective à court terme (3 ans)</i>			
	% avec faibles revenus		Changement en points de pourcentage pendant certaines périodes			
	1990	1999	99/90	97/96	98/97	99/98
Toutes les familles	8,5	8,6	0,1	-0,6	-1,3	-0,3
Familles âgées (65 ans et plus)						
Couples mariés âgés	2,2	1,6 (98)	-0,6	0	-0,3	s.o.
Autres familles âgées	5,2 (89)	6,8	1,6	3,1	0,7	-3,7
Familles autres qu'âgées (moins de 65 ans)						
Couples mariés sans enfants	5,6	6,1	0,5	-0,8	-0,9	0,6
revenu unique	7,9	8,7	0,8	-0,2	-3,4	1,8
double revenu	2,1	1,9	-0,2	-0,4	-0,5	-0,2
Couples mariés avec enfants	6,8	7,3	0,5	-0,5	-1,8	-0,1
revenu unique	16,1	19,1	3,0	2,0	-4,6	0,6
double revenu	4,0	3,7	-0,3	0,3	-1,1	0
Mères seules	47,1	41,3	-5,8	-2,7	-6,1	0,9
Pères seuls	17,3	13,5	-3,8	-4,0	-0,9	-3,6
Toutes les familles, selon la province						
Terre-Neuve	11,1	11,3	0,2	-1,5	0,5	-0,5
Île-du-Prince-Édouard	5,1	5,8	0,7	-0,2	-1,0	0,8
Nouvelle-Écosse	7,0	9,2	2,2	0,6	-0,6	-1,5
Nouveau-Brunswick	8,5	8,3	-0,2	1,1	-0,9	-0,2
Québec	9,7	10,5	0,8	0,2	-2,4	-1,0
Ontario	6,9	7,2	0,3	-0,9	-0,9	-0,7
Manitoba	11,7	11,0	-0,7	-0,2	-2,0	0,4
Saskatchewan	11,0	6,8	-4,2	-1,4	-0,6	-0,6
Alberta	9,5	8,3	-1,2	-0,7	-1,4	-0,7
Colombie-Britannique	8,7	10,5	1,8	-0,9	-2,0	2,6

L'état actuel du budget de la famille canadienne – Rapport 2001

Individus libres de liens familiaux						
Total	28,2	29,9	1,7	-0,7	-1,8	-0,2
Hommes âgés (65 ans et plus)	19,3	16,6	-2,7	-1,0	0,8	-0,7
Femmes âgées (65 ans et plus)	29,3	23,6	-5,7	-2,7	-1,5	2,0
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	25,8	29,6	3,8	-0,7	-2,5	-0,5
Femmes autres qu'âgées (moins de 65 ans)	32,6	37,8	5,2	0,7	-2,0	-1,0
Note : Une famille de 4 personnes vivant dans une ville de 500 000 habitants ou plus avec un revenu annuel de moins de 28 392 \$ (7 348 \$ par personne) et une famille de 4 personnes en milieu rural ayant un revenu annuel de moins de 18 165 \$ (4 541 \$ par personne) sont classées comme étant à faible revenu.						
Source : People Patterns Consulting, selon les données de <i>Le revenu au Canada</i> , Statistique Canada						

NOTES EN FIN DE TEXTE

¹ Statistique Canada, *Les habitudes de dépenses au Canada*, 1999 (62-202-XPF et totalisations spéciales), plus estimations par l'auteur.

² Ibid.

³ Derek Holt, Groupe Financier Banque Royale (www.royalbank.com/economics)

⁴ Statistique Canada, *L'avoir et la dette des Canadiens : un aperçu des résultats de l'Enquête sur la sécurité financière*, 2001, (13-595-XIF).

⁵ Roger Sauvé, People Patterns Consulting, Articles sur la richesse sur le site Web de l'Institut Vanier de la famille (www.vifamily.ca). Un rapport plus détaillé sera publié en 2002.

INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES SOURCES UTILISÉES POUR LES GRAPHIQUES

Graphique 1 – Statistique Canada, Cansim D738862 (Offres d'emploi) et matrice 7508 (Faillites)

Graphique 2 – Statistique Canada, Cansim D658216 (Vente au détail) et P100000 (Prix à la consommation).

Graphiques 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 – Statistique Canada, *Le revenu au Canada 1999* (75-202-XPF)

Graphique 4 – Statistique Canada, Cansim V1597782 (Gains horaires), Cansim P100000.

Graphique 5 – Statistique Canada, Tableau 281-0031.

Graphique 13 – Statistique Canada, Cansim D14915, et calculs par l'auteur

Graphiques 14, 15, 17 et 18 – Statistique Canada, (13-214-XDB).

Graphique 16 – Voir note en fin de texte 2.

Note : Les données sur les ménages touchant les années 1990 à 1999 proviennent de la publication *Le revenu au Canada*, 1999, de Statistique Canada. On a considéré un taux de croissance en pourcentage équivalent à celui de 1999 pour calculer les données sur les ménages pour 2000 et 2001.